



HISTOIRES À SUCCÈS

AU COEUR DE LA PAUVRETÉ

FAO ET UE VALORISER LE POTENTIEL RURAL





DEUX INSTITUTIONS UNIES PAR UN NOBLE OBJECTIF



FAO/A. Berry

CETTE BROCHURE REND HOMMAGE AUX CONTRIBUABLES DE L'UNION EUROPÉENNE QUI FONT GÉNÉREUSEMENT DON DE QUELQUE \$E.U. 40 MILLIONS PAR AN AUX PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LA FAIM EN FAVEUR DES PAUVRES, COMME CEUX PRÉSENTÉS ICI, ET ILS NE CONSTITUENT QU'UN PETIT ÉCHANTILLON. D'AUTRES ACTIVITÉS FINANCÉES PAR L'UE ET MISES EN OEUVRE PAR LA FAO SONT PRÉSENTÉES À: www.fao.org/newsroom/fr.

CES ARTICLES DÉCRIVENT LES ROUAGES D'UN PARTENARIAT DE LONGUE DATE ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. LES DEUX INSTITUTIONS SONT UNIES PAR UN BUT COMMUN: RÉDUIRE LA FAIM DANS LE MONDE. ET ELLES VONT AU COEUR DU PROBLÈME – LES ZONES RURALES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT OÙ VIVENT LA PLUPART DES 854 MILLIONS DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES DE LA PLANÈTE, ET OÙ LES PRINCIPALES SOURCES DE REVENUS SONT L'AGRICULTURE ET LA PÊCHE.

LE PARTENARIAT FAO-UE EST-IL UNE RÉUSSITE? LAISSONS DONC LES AGRICULTEURS ET LES PÊCHEURS DU MONDE RÉPONDRE PAR EUX-MÊMES ...

■ RESPONSABLES DU DÉVELOPPEMENT/ QUAND UN PROJET EST LE DÉTONATEUR DE CHANGEMENTS PROFONDS



VEHARI, Pakistan – Au coeur de la vallée de l'Indus, grande zone de culture de coton, les contribuables pakistanais financent désormais ce que les contribuables européens ont aidé à démarrer – un mouvement visant à fournir aux agriculteurs les compétences et la confiance nécessaires pour limiter l'utilisation inconsidérée et périlleuse des pesticides tout en réduisant leur pauvreté.

«Auparavant, nous faisons comme nos voisins en matière de pesticides,» dit le petit cultivateur de coton Muhammad Younis, 27 ans. «L'an dernier, j'ai procédé à six ou sept applications, et cette année, après avoir observé mon champ, je n'ai utilisé les pesticides commerciaux qu'à trois reprises et les biopesticides, comme le neem et l'aloès ordinaire, deux fois. La culture a l'air de se porter aussi bien que l'an passé, et j'ai économisé sur les pesticides.»

M. Younis s'est familiarisé avec l'écologie de terrain dans une école pratique d'agriculture, une méthode lancée par la FAO et introduite pour la première fois au Pakistan pour former les cultivateurs de coton à la protection intégrée contre les ravageurs. Le programme conjoint FAO-UE, d'une valeur de \$E.U. 12,4 millions a été opérationnel de 1999 à 2004 au Bangladesh, en Chine, en Inde, aux Philippines et au Viet Nam, ainsi qu'au Pakistan.

Depuis 2004, le Pakistan a alloué \$E. U. 7,7 millions de fonds publics pour insérer la protection intégrée dans les politiques publiques, les programmes universitaires, les services provinciaux de vulgarisation et la recherche et le développement. Un programme quinquennal fera appel aux écoles pratiques d'agriculture pour former 167 000 agriculteurs à la protection intégrée.

Dans les écoles pratiques d'agriculture, les agriculteurs et les animateurs passent une matinée par semaine dans un champ type,



Haut: L'école pratique d'agriculture à Vehari (Pakistan) tient sa session hebdomadaire. (FAO/A. Hafeez)

Centre: Transport de coton. (FAO/A. Hafeez)

Bas: Ramassage du coton. (FAO/A. Hafeez)



durant toute la campagne agricole, à observer le comportement des insectes et les rythmes de croissance des plantes. Ainsi, les agriculteurs ont constaté que les insectes bénéfiques dévorent souvent les ravageurs, et que dans ces cas-là, le recours aux pesticides est inutile. Les agriculteurs commencent à se fier à leur propre jugement, même face aux pressions des agents du gouvernement et des négociants de pesticides qui les incitent à multiplier les pulvérisations sans prêter la moindre

attention à l'écologie des champs. Un autre avantage est une moindre exposition aux pesticides très dangereux, en particulier pour les femmes, qui ramassent l'essentiel du coton à la main.

A Islamabad, Michael Dale, le chef des opérations de la Commission européenne au Pakistan, parle de l'alliance FAO-UE: «Nous apprécions de pouvoir exploiter l'expérience de la FAO. La CE n'a que neuf personnes ici, ce qui limite les opérations. Ensemble, nous avons accompli un travail considérable. Mais au bout du compte, un bailleur de fonds ne peut servir que de catalyseur. Si les gens se rendent compte qu'ils en tirent des avantages, ils prendront la relève.»

➤ www.fao.org/newsroom/fr



«Auparavant, nous faisons comme nos voisins en matière de pesticides.»

Muhammad Younis - Petit cultivateur de coton

CATASTROPHES NATURELLES/ RECONSTRUIRE VITE ET MIEUX APRÈS UN TSUNAMI OU UNE INONDATION

ACEH, Indonésie – Lorsque le tsunami a déferlé en 2004, il a détruit non seulement des vies humaines, mais également leurs moyens d'existence, pour la plupart dans la riziculture, l'élevage et l'aquaculture. Deux projets FAO-UE d'une valeur de 7,3 millions d'euros sont venus en aide à plus de 60 000 familles d'agriculteurs et de pêcheurs à Aceh et dans l'île voisine de Nias.

Jamil Yahya, 37 ans, a non seulement perdu six têtes de bétail et son étable dans le tsunami, mais l'eau salée a également détruit son champ de riz. Un des projets lui a fourni, ainsi qu'à des centaines d'autres agriculteurs, des vaches et des buffles, des fournitures agricoles et une formation concernant l'élevage animal. «Je n'attendais rien de tout ça», indique M. Yahya. «Je suis très reconnaissant au projet et espère maintenant améliorer mes revenus.»

Les projets ont aidé les gens à :

- Recultiver leurs terres avec des semences et des engrais améliorés;
- Remettre en état les services vétérinaires;
- Retourner en mer avec des embarcations et du matériel de pêche de qualité;



- Redémarrer les activités d'aquaculture dans les étangs à poisson restaurés;
- Réhabiliter les zones côtières de mangroves;
- Participer à des ateliers de formation.

Au Sri Lanka, des projets similaires aident 16 000 familles de petits pêcheurs et 2 200 familles agricoles. Fin 2006, l'UE avait contribué pour un total de \$E.U.15,3 millions au programme de relèvement post-tsunami de la FAO.

Aider les ruraux pauvres à Haïti

A l'autre bout du monde, au nord d'Haïti, le partenariat FAO-UE est venu en aide aux habitants de l'île, frappés en 2004 par une tempête tropicale qui a tué plus de 2 000 personnes et anéanti les seuls gagne-pain des populations rurales: l'élevage et l'agriculture. Au lieu de se limiter à remplacer les pertes, le projet a embauché des locaux pour reconstruire et consolider les canaux d'irrigation et les digues des rivières de manière à résister aux inondations futures.

Daniel Ureña, chargé de programme au Service d'aide humanitaire de la CE pour les Caraïbes, a travaillé en étroite collaboration avec la FAO sur le projet. «A Haïti, nous avons eu de la chance que la FAO ait une unité d'urgence», dit-il, ajoutant qu'il estime que les deux organisations devraient continuer à œuvrer de concert en matière de préparation aux catastrophes. «Nous nous efforçons d'estomper les frontières entre les phases d'intervention et de préparation. Aux Caraïbes, ce sont les mêmes organisations qui s'occupent des deux à la fois».

Projets pour la reconstruction après le tsunami:

➤ www.fao.org/tsunami

Projets pour la prévention des ouragans dans les Caraïbes:

➤ www.fao.org/newsroom/fr/field/2006/1000402

Haut: Coordonnateur de projet rédigeant un rapport pendant que les villageois consolident les digues d'une rivière à Haïti. (FAO/G. Bizzarri)

Bas: Construction de bateaux à Aceh. (FAO/A. Berry)



PROTÉGER L'EUROPE/ MALADIES ANIMALES: L'EUROPE ET LA FAO TIRENT UNE LIGNE

KIRKLARELLI, Turquie – Début 2006, une bataille pour sauver l'Europe d'une invasion a été combattue et gagnée lorsque les autorités turques ont repoussé un envahisseur mortel provenant de l'Est: une nouvelle souche du virus responsable de la fièvre aphteuse, maladie qui attaque indistinctement bovins, porcins, ovins et caprins.

Les pouvoirs publics ont gagné cette bataille grâce à un projet FAO-UE de 4,5 millions d'euros, conjuguant les ressources européennes et l'expertise de la FAO pour aider la Direction générale turque de protection et de lutte à mener régulièrement des campagnes de vaccination, à déceler les niveaux d'immunité des animaux et à surveiller la maladie dans la région stratégique de la Thrace, porte de l'Asie vers l'Europe.

«En Thrace, nous vaccinons tous azimuts,» fait remarquer Dr Musa Arik, chef des Services de santé animale de la Direction générale, «mais nous avons saisi l'ampleur du problème quand nous avons découvert une toute nouvelle souche du virus de la fièvre aphteuse contre laquelle même les animaux vaccinés n'étaient pas protégés.»

«Ça a commencé par une vache. Elle a dû l'attraper au puits communal», se rappelle l'éleveur de vaches laitières Recep Duba, du village de Balanbancek. «Puis, tout d'un coup, six animaux étaient contaminés. La maladie s'est diffusée à la vitesse de l'éclair.»

Travaillant en coordination avec les autorités turques, le projet FAO-UE a réagi sans attendre. La banque de vaccins de l'UE, l'une des plus grandes du monde, détenait des stocks d'un antigène



Haut: Préparatifs pour la vaccination du bétail en Turquie. (FAO/K. Wiedenhoefer)

Centre: Flacons de vaccins fournis par l'UE. (FAO/K. Wiedenhoefer)

qui pouvait servir à fabriquer un vaccin efficace contre la nouvelle souche, et une production de 2,5 millions de doses a démarré immédiatement pour utilisation en Thrace.

En l'espace de 48 heures, une équipe d'experts de la FAO et de l'UE a été déployée sur le terrain pour aider les autorités provinciales à planifier leur contre-attaque. Les flambées ont été maîtrisées et enrayerées.

«Le foyer apparu dans la Thrace a beaucoup inquiété les pays limitrophes - la Grèce, la Bulgarie et d'autres pays Balkans dont la Roumanie», dit Nermin Kahraman, de la Délégation de la CE auprès de la Turquie à Ankara, en ajoutant: «Nous entretenons d'excellents rapports avec la FAO et La FAO a de hautes compétences dans ce domaine et de très bonnes relations de travail avec les autorités turques.»

Même si l'Europe a généralement été exempte de la maladie, en 2001, un foyer au Royaume-Uni a nécessité l'abattage de six millions d'animaux, entraînant un coût pour le pays de 13 milliards d'euros.

«Nous entretenons d'excellents rapports avec la FAO et La FAO a de hautes compétences dans ce domaine.»

Nermin Kahraman - de la Délégation de la CE auprès de la Turquie

➤ www.fao.org/newsroom/fr

RETOUR AU TRAVAIL/ AU SOUDAN, LES SECOURS AGRICILES NE SONT QU'UN DÉBUT



BULBUL DALAL ALANGRA, Soudan – «J'habitais dans un village près d'ici. Nous avons été attaqués par les milices *janjaweed* et nous avons tout perdu. Avec trente membres de ma famille, nous nous sommes réfugiés au Camp Kalma à Nyala. Mais ceux qui sont restés sur place nous ont dit que nous pouvions rentrer. C'est ce que j'ai fait et j'ai recommencé à travailler la terre.»

Cette histoire racontée par Hassan Abdel Mukaram, un agriculteur du Darfour, pourrait être répétée des milliers de fois. Elle montre que dans la tragédie du Darfour, les personnes déplacées dans les camps n'attendent pas juste le retour de la paix, mais veulent se remettre au travail et, dans certaines zones jouissant d'une certaine stabilité, y compris dans les camps, ils peuvent le faire. C'est pourquoi un programme FAO-UE offre non seulement des secours d'urgence, comme des semences et des outils, mais aussi des techniques agricoles améliorées pour que des personnes comme M. Mukaram puissent tirer de meilleurs profits de leur dur labeur.

«Alors qu'on aide des personnes à résoudre leurs problèmes, nous devons aussi les aider à regarder en avant,» explique Demere Seyoum, Directeur de terrain de World Relief, une ONG qui collabore avec le programme FAO-UE. «Quand les agriculteurs voient un champ labouré par un âne et un autre labouré seulement avec une binette, ils y croient forcément, car dans le premier cas, les récoltes sont bien plus élevées. Et c'est pour cela que nous travaillons avec la FAO à des programmes de repeuplement et de vermifugation des ânes.»



Haut: Les troupeaux du Sud se portent mieux grâce à l'éradication de la peste bovine. (FAO/J. Cendon)

Gauche: Un paysan du Darfour inspecte le mil cultivé avec des semences FAO-UE. (FAO/J. Cendon)

Centre: Pêche au Sud-Soudan. (FAO/J. Cendon)

Soutenir le processus de paix

Pendant ce temps, au Sud-Soudan, où un accord de paix a été signé début 2005, le programme FAO-UE a introduit des activités génératrices de revenus, comme la production de semences, pour aider les rapatriés à se libérer de l'aide alimentaire le plus tôt possible. «Trente femmes de notre groupe ont été formées à la multiplication des semences de sorgho», indique la bénéficiaire Mary Akwajo. «Cela aide les femmes à créer des revenus et d'ailleurs, 20 d'entre elles ont acheté des parcelles de terre en ville avec leurs recettes.»

L'assistance de longue date fournie par la FAO aux services de la santé animale communautaires et aux vaccinations de masse dans le Sud du pays a également permis d'éradiquer le fléau de la peste bovine, un obstacle majeur entravant la croissance économique.

Entre 2006 et 2010, l'Union européenne investira 60 millions d'euros dans les initiatives FAO-UE dans tout le Soudan pour reproduire ces histoires à succès et renforcer les capacités du gouvernement soudanais à planifier, mettre en œuvre et contrôler ses propres programmes nutritionnels et agricoles.

«Alors qu'on aide les gens à résoudre leurs problèmes, nous devons aussi les aider à regarder en avant.»

Demere Seyoum - Directeur de terrain de World Relief

➤ www.fao.org/reliefoperations/app_sudan_intro_en.asp

POLITIQUES ET MESURES DE LUTTE CONTRE LA FAIM/ AMÉLIORER LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX DE LUTTE CONTRE LA FAIM

«Nous préconisons la création d'un programme gouvernemental unique qui coiffe tous les ministères.»

Luca Alinovi - Responsable du programme CE-FAO

ROME, Italie – Les gouvernements des pays en développement sollicitent souvent une aide pour comprendre la nature, les causes et même la localisation des victimes de la faim sur leurs territoires, afin de mettre en œuvre des programmes intégrés pour venir à bout de la situation. L'Union européenne fournit cette aide par le biais de son programme CE-FAO de Sécurité alimentaire: l'Information pour l'Action d'un montant de 15 millions d'euros.

Le programme s'occupe de développer les capacités d'élaboration de politiques en matière de sécurité alimentaire de 20 pays d'Afrique, du Moyen-Orient, du Caucase et d'Asie Centrale et du Sud-est.

Les gouvernants ont besoin de bons outils d'analyse. Le programme met au point et fournit l'accès aux outils pour:

- L'alerte rapide, et la cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité;
- La conduite d'enquêtes nutritionnelles;
- L'harmonisation des bases de données statistiques;
- La réalisation d'évaluations des besoins.

Les dirigeants et les experts techniques élargissent leurs connaissances grâce à un programme qui offre un cours d'enseignement à distance et des matériels de formation visant à améliorer la collecte, la gestion, l'analyse et la diffusion des informations sur la sécurité alimentaire.



La manière dont les gouvernements structurent leurs programmes nationaux de lutte contre la faim est importante également. La FAO recommande aux gouvernements de faire intervenir tous les ministères concernés.

Prenons l'exemple du Kenya, un des pays participants:

«La sécurité alimentaire au Kenya est généralement appréhendée comme une question liée aux interventions d'aide alimentaire d'urgence. Leurs programmes de sécurité alimentaire relèvent du Bureau du Président,» explique Luca Alinovi, Responsable du programme CE-FAO.

«Nous préconisons la création d'un programme gouvernemental unique qui coiffe tous les ministères et ne traite pas seulement des situations d'urgence, mais qui s'intéresse aussi aux autres causes de la faim, telles que la faible productivité agricole ou la pandémie du SIDA», dit-il. «Et nous y contribuons en parrainant des groupes de travail sur la sécurité alimentaire constitués de hauts fonctionnaires de tous les ministères, au sein desquels ils peuvent examiner et formuler des stratégies communes de sécurité alimentaire.»

Le programme CE-FAO organise aussi des ateliers spéciaux qui rassemblent les producteurs d'information sur la sécurité alimentaire et les principaux utilisateurs – décideurs. Ces réunions offrent un feedback important aux producteurs d'information, qui peuvent transmettre ainsi les rapports et analyses les plus utiles aux décideurs.

M. Alinovi récapitule: «La communauté internationale n'impose pas de programmes de lutte contre la faim aux pays souverains. Mais nous pouvons accroître la transparence des informations sur les populations affamées – qui elles sont, où elles se trouvent et pourquoi. De cette façon, nous sommes convaincus que les gouvernements verront plus clairement et objectivement la tâche qui leur incombe.»

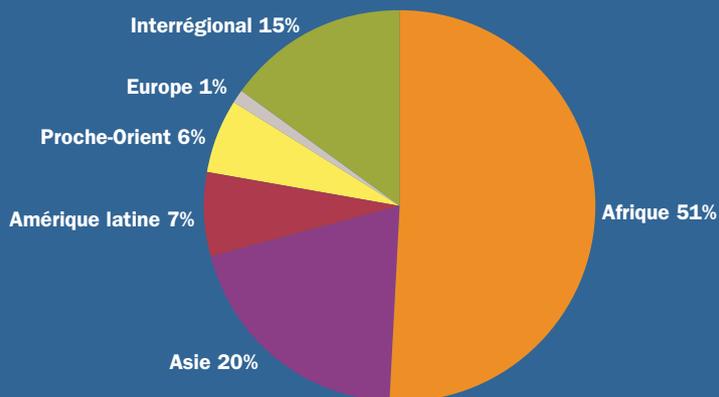
➤ www.foodsecinfoaction.org

Haut: Pourquoi cet enfant est-il affamé? Les Gouvernements doivent le savoir. (FAO/A. Vitale)

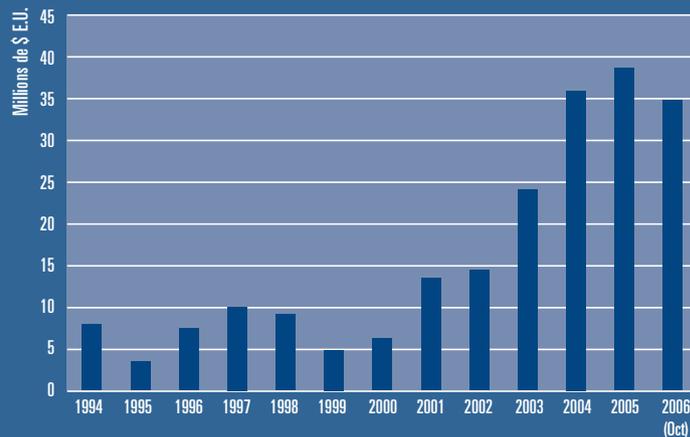
Bas: Un atelier au siège de la FAO de Rome enseigne aux responsables politiques comment utiliser la nouvelle base de données statistiques. (FAO/I. Balderi)



COOPÉRATION FAO-UE PAR RÉGION, Y COMPRIS LES URGENCES (1994-2005)



VALEUR DES DÉPENSES FAO-UE EN ACTIVITÉS D'URGENCE ET DE DÉVELOPPEMENT (1994-2005)



Pour tout complément d'information, contacter:

Service de développement du Programme de terrain Département de la coopération technique

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome (Italie)

Téléphone: +39 06 5705 2252
Télécopie: +39 06 5705 6885
Courriel: TCAP-Chief@fao.org

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne. Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org.

© FAO 2007

Principale photo de couverture:

Un champ de riz entoure désormais un bateau de pêche échoué durant le tsunami en Indonésie. (FAO/J. Holmes)

Portraits de couverture, en partant du haut:

FAO/J. Cendon; FAO/K. Wiedenhofer; FAO/A. Berry; FAO/G. Bizzarri; FAO/A. Hafeez.

www.fao.org

www.europa.eu

